



Catalonia

31 | Deuxième semestre 2022

La projection de la Catalogne et des pays de langue catalane à l'étranger (XX^e-XXI^e siècles) : diplomatie, paradiplomatie et réseaux

La projection de la Catalogne et des pays de langue catalane à l'étranger (XX^e-XXI^e siècles) : diplomatie, paradiplomatie et réseaux.

Introduction

The projection of Catalonia and Catalan-speaking countries abroad (20th-21st centuries): diplomacy, paradiplomacy and networks

Michel Martínez



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/catalonia/3484>

DOI : [10.4000/catalonia.3484](https://doi.org/10.4000/catalonia.3484)

ISSN : 1760-6659

Éditeur

Sorbonne Université - Laboratoire CRIMIC (EA 2561)

Référence électronique

Michel Martínez, « La projection de la Catalogne et des pays de langue catalane à l'étranger (XX^e-XXI^e siècles) : diplomatie, paradiplomatie et réseaux. Introduction », *Catalonia* [En ligne], 31 | Deuxième semestre 2022, mis en ligne le 15 décembre 2022, consulté le 15 août 2023. URL : <http://journals.openedition.org/catalonia/3484> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/catalonia.3484>

Ce document a été généré automatiquement le 15 août 2023.



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

La projection de la Catalogne et des pays de langue catalane à l'étranger (XX^e-XXI^e siècles) : diplomatie, paradiplomatie et réseaux.

Introduction

The projection of Catalonia and Catalan-speaking countries abroad (20th-21st centuries): diplomacy, paradiplomacy and networks

Michel Martínez

- 1 Dès lors que le catalanisme culturel, puis politique, a réussi à bâtir (ou rebâtir ?) une conscience nationale catalane de façon hégémonique en Catalogne (premier tiers du XX^e siècle), les acteurs politiques, socio-culturels et économiques de cette nouvelle société catalane ont souhaité se projeter en dehors des frontières de l'Espagne pour faire connaître et reconnaître cette « catalanité » portée par une Catalogne qui prend de plus en plus la forme d'une « nation culturelle », une « nation sans État » ou une « petite nation non souveraine », comme la nomme Sébastien Paquin dans ce numéro de *Catalonia*. Pourquoi et comment s'est articulée cette promotion à l'étranger de la Catalogne et de l'aire linguistique catalane dans son ensemble (ce que d'aucuns appelleront les Pays catalans) au cours des XX^e et XXI^e siècles ? C'est la question qui fait l'objet de ce numéro et à laquelle nous allons tenter d'apporter quelques réponses.
- 2 À la fin du XIX^e siècle, la Catalogne est, certes, devenue la locomotive industrielle et l'usine de l'Espagne ; toutefois, la volonté des différents acteurs de cette société évolue vers un besoin de faire résonner les singularités et l'idiosyncrasie catalanes en marge (ou en complément) d'une Espagne exclusivement castillane projetée par les institutions de l'État central. Autrement dit, il est jugé crucial en Catalogne de faire entendre la voix alternative d'une Espagne méditerranéenne, industrielle et catalanophone, prétendument plus européenne et moins isolée ou reculée que l'Espagne de la *Meseta*. Selon les aléas, les idéologies et l'évolution politiques de la

Catalogne (et de l'Espagne tout entière), cette voix catalane sera tantôt compatible ou incompatible avec une voix espagnole.

- 3 Cette demande de reconnaissance (dans le reste de l'Espagne et à l'étranger) est très claire en Catalogne où une partie conséquente de la société catalane a désormais conscience de sa singularité linguistique, nationale et économique comme le démontrent l'hégémonie des partis catalanistes (*Lliga* puis *Esquerra*), l'avènement de la *Mancomunitat de Catalunya* (1914) puis la restauration de la *Generalitat de Catalunya* sous la Seconde République espagnole (1932), un régime profondément marqué et pensé pour trouver une issue au « problème catalan » au sein de l'Espagne. En revanche, dans les autres territoires catalanophones intégrés à l'État espagnol (Baléares, ancien Royaume de Valence, l'Aragon oriental...) la contestation de l'État et de l'hispanité (tout autant hispano-castillans) semble moins affirmée en raison d'une « auto-conscience » nationale, culturelle, linguistique et économique bien plus fragile et nullement hégémonique. Cette distinction dans le degré d'affirmation de la Catalogne par rapport aux autres régions catalanophones a pu se vérifier également sur le plan de la considération du catalan comme langue nationale et de culture –une diglossie un peu moins forte en Catalogne qu'à Valence ou aux Baléares où les élites sont, en outre, fortement castillanisées– mais aussi autour d'une conscience nationale catalane de moins en moins compatible, pour les catalanistes du *Principat*, avec la nation espagnole, en passe de devenir une simple structure administrative (l'État). Par conséquent, l'expression régionale (plus que nationale) des différentes formes de catalanité dans les territoires catalanophones (hors Catalogne) ne mène pas au même processus de dissociation vis-à-vis de l'Espagne. Lorsqu'il se produit, parfois, à travers de multiples formes de « pancatalanisme » linguistique et/ou politique, ces mouvements sont globalement bien plus discrets qu'au *Principat*.
- 4 Pour ce dossier, nous avons décidé de retenir quatre articles qui déclinent quatre aspects distincts de cette projection catalane à l'étranger. En premier lieu, Christian Lagarde pose le problème de la « double légitimité nationale » de la Catalogne Nord. Tirillée entre la France et la Catalogne-sud, la « Catalogne française » est un département français (les Pyrénées-Orientales), appartenant désormais à la Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée. Toutefois, les structures paradiplomatiques de la Catalogne-Sud (*Casa de la Generalitat de Catalunya a Perpinyà*, notamment) relèvent de la politique « interne » à la Catalogne, en aucun cas de la « politique étrangère ». Cette approche « intérieure » de la part de la *Generalitat* est bien entendu légitime, et répond à la logique interne des instances autonomes catalanes, mais elle finit par poser un certain nombre de problèmes aussi bien dans les rapports avec les autorités locales (et donc de la République française) que dans la promotion de la langue catalane qui, pour les différentes strates de l'administration française, n'a de toute façon qu'un statut (plus que précaire) de « langue régionale ».
- 5 De son côté, Maria Patricio Mulero propose de réfléchir à la projection internationale de Barcelone, la capitale catalane. En effet, avant l'existence d'une marque « Catalogne », si tant est qu'elle existe, c'est bien la marque « Barcelone » qui s'est considérablement exportée depuis la fin du vingtième siècle, notamment grâce aux Jeux Olympiques de 1992, mais aussi comme capitale éditoriale en langue espagnole depuis les années 1970. Le rayonnement littéraire de Barcelone a été un avantage certain pour faire découvrir et promouvoir à l'étranger la littérature d'expression catalane, de même que les Jeux Olympiques furent aussi un événement global où le

monde entier put percevoir que Barcelone n'était pas qu'une grande ville espagnole mais qu'elle était surtout la capitale de la Catalogne (symboles nationaux de la Catalogne présents et mis en valeur, aux côtés des symboles espagnols, pendant les cérémonies d'ouverture et de clôture).

- 6 Concernant le processus indépendantiste catalan (2012-2017), qui a mis au centre des actualités internationales le bras de fer institutionnel et politique entre les gouvernements catalan et espagnol, Orlando Manzano Guerrero a choisi de réfléchir à l'internationalisation du conflit, une stratégie développée par les différents gouvernements indépendantistes, afin de justifier une feuille de route qui, en 2017, s'est finalement révélée hasardeuse. Pour la reconnaissance de la future République catalane, les différents leaders indépendantistes ont fait la promotion à l'étranger de la légitimité démocratique de leur action (portée *a fortiori* par une société civile très mobilisée) pour ainsi gagner la sympathie de certains États, sensibles aux revendications de liberté et du « droit de décider » du « peuple catalan ». Une déclaration d'indépendance n'a d'effet que si les autres États reconnaissent ce nouvel État autoproclamé et c'est dans ce domaine, précisément, que l'on peut constater l'échec du processus indépendantiste. De même, la déclaration unilatérale d'indépendance ne sera jamais effective comme l'atteste le fait, entre autres, que les drapeaux espagnols ne sont à aucun moment retirés des bâtiments publics de la *Generalitat*.
- 7 Finalement, Sébastien Paquin revient sur les différents types de paradiplomatie que les différents gouvernements catalans ont utilisés au fil des années. En tant que « petite nation non souveraine » (comme l'Écosse, le Québec ou la Flandre), la Catalogne a dès le milieu des années 1980 mis en pratique une forme de paradiplomatie fonctionnelle. Revendiquée d'abord par des régions voulant se doter d'une politique à l'étranger (et non d'une politique étrangère pour l'instant), cette paradiplomatie fonctionnelle est aujourd'hui exercée par l'ensemble des communautés autonomes d'Espagne et par toutes les régions de l'Union européenne. Il s'agit par exemple des bureaux de représentation auprès des institutions européennes (notamment le Comité des régions) mais aussi des antennes de promotion commerciale, touristique, qui cherchent à capter des investissements et à exercer une forme de lobby. Ensuite, pour les régions ayant une culture et une langue propres, distinctes de celle majoritaire au niveau de l'État-nation, vient la paradiplomatie identitaire, en charge de la promotion à l'étranger de sa langue, sa culture, sa littérature... Aujourd'hui aussi, et après quelques tensions, parfois vives, avec les autorités espagnoles, cette paradiplomatie semble acquise et les bureaux de l'Institut Ramon Llull à Paris, Londres, New York et Berlin ont pu, pendant la suspension de l'autonomie fin 2017, maintenir leurs activités. En revanche, il en a été autrement pour les délégations de la *Generalitat* dans les principales capitales du monde ; elles furent toutes fermées (à l'exception de celles de Bruxelles et Madrid) car, selon le gouvernement espagnol, les activités de ces délégations relevaient de la protodiplomatie et non de la paradiplomatie identitaire. Autrement dit, du point de vue de l'État espagnol, la représentation catalane à l'étranger préparait et veillait à l'avènement (prochain, selon la feuille de route indépendantiste) de la République catalane.
- 8 Comme vous pouvez l'observer, les quatre articles proposés sont fort riches et variés et abordent différents champs de la politique catalane à l'étranger ou, comme on a pu le dire ou l'écrire par moments, de politique étrangère catalane.

9 Bonne lecture !

À Toulouse, le 12 décembre 2022

AUTEUR

MICHEL MARTÍNEZ

Université Toulouse Capitole- FRAMESPA UMR 5136
michel.martinez[at]ut-capitole.fr